

Première Synthèses

Informations

L'EMPLOI SALARIÉ AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2006

Entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006, l'emploi concurrentiel augmente de +192 000 postes (+1,1 %), après +117 200 l'année précédente. Au quatrième trimestre 2006, l'emploi salarié du secteur concurrentiel (1) progresse de +36 300 postes (+0,2 %), après +54 000 (+0,3 %) au troisième trimestre 2006. Dans les secteurs principalement marchands, les effectifs augmentent de +28 900 postes (+0,2 %), après +44 600 (+0,3 %) au trimestre précédent. Dans l'industrie, les effectifs diminuent ce trimestre à un rythme comparable à celui des trois trimestres précédents (-0,4 %). L'emploi dans la construction continue de croître à un rythme dynamique : +1,0 %, après +1,1 % au troisième trimestre 2006. Dans le tertiaire principalement marchand, les effectifs augmentent moins qu'au trimestre précédent : +0,3 % après +0,4 %. Dans les secteurs principalement non-marchands du tertiaire, l'emploi privé progresse de +0,4 %, après avoir augmenté de +0,5 % au troisième trimestre 2006.

Au quatrième trimestre 2006, l'emploi salarié du secteur concurrentiel augmente de +36 300 postes (+0,2 %), après +54 000 (+0,3 %) au troisième trimestre 2006. Entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006, +192 000 postes ont été créés, après +117 200 en 2005. Dans les secteurs principalement marchands, les effectifs progressent de +28 900 postes (+0,2 %) au quatrième trimestre, après +44 600 (+0,3 %) au troisième trimestre 2006. Hors intérim, la hausse de l'emploi principalement marchand est de même ampleur que celle observée précédemment : +42 500 postes (+0,3 %) après +43 900 (+0,3 %) au troisième trimestre 2006. Le nombre d'intérimaires diminue de -13 600 (-2,2 %) ce trimestre, après une stabilité au troisième trimestre (+700, soit +0,1 %). Sur un an, +14 300 emplois intérimaires ont été créés. Au cours de l'année 2006, l'emploi dans le secteur principalement marchand augmente près de deux fois plus qu'en 2005 : +160 100 après +88 300.

Dans l'industrie, la baisse des effectifs se poursuit

Dans l'industrie, les effectifs diminuent ce trimestre : -14 900 postes, après -16 700, soit -0,4 % chaque trimestre. Ces résultats sont cohérents avec les anticipations des entrepreneurs pour le quatrième trimestre 2006 [1]. Sur l'année, l'emploi industriel diminue de -65 100 postes (-1,7 %), après -86 700 (-2,2 %) en 2005. Dans le secteur des industries des biens de consommation, le repli de l'emploi est voisin de celui du trimestre précédent : -0,6 % après -0,7 % au troisième trimestre 2006. L'emploi diminue un peu moins vite dans le secteur des industries des biens intermédiaires : -0,3 %, après -0,5 % au trimestre précédent. Dans le secteur des industries des biens d'équipement, l'emploi recule de -2 300 postes (-0,3 %), après -600 (-0,1 %) au trimestre précédent. Dans le secteur de l'industrie automobile, la baisse des effectifs (-2 400 postes, soit

(1) - Les secteurs principalement marchands (EB-EP) regroupent l'ensemble des secteurs hors agriculture (EA), administration, éducation, santé et action sociale (EQ-ER). Le secteur concurrentiel recouvre les secteurs principalement marchands et les entreprises et associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER). Le champ couvre 17,7 millions de salariés sur un effectif salarié total d'environ 22,6 millions (mesuré fin décembre 2005).

Les résultats révisés de l'évolution de l'emploi salarié, estimé par l'Insee, font apparaître une progression de +0,2 % au cours du quatrième trimestre 2006. Sur un an, du 31 décembre 2005 au 31 décembre 2006, il progresse de +1,1 %.

Sur son propre champ, plus étroit, l'Unédic estime une hausse de 0,3 % au quatrième trimestre 2006 et de 1,3 % sur un an. Ces estimations sont à comparer à +0,2 % et +1,1 % respectivement, que donneraient les estimations de l'Insee si elles étaient calculées sur le champ Unédic.

Sur le champ Urssaf, lui aussi inclus dans l'ensemble du « secteur concurrentiel », l'Acosse estime une évolution de l'emploi de 0,5 % au quatrième trimestre 2006 et de 1,4 % du 31 décembre 2005 au 31 décembre 2006. Si elles étaient calculées sur ce champ, les estimations de l'Insee seraient respectivement de +0,2 % et +1,0 %.

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NES	2005			2006				Variation (%) par rapport au :	
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	trimestre précédent	même trim. de l'année précédente
EB-ER : Ensemble des secteurs concurrentiels (*)	17 451,8	17 488,5	17 526,2	17 556,8	17 628,0	17 682,0	17 718,2	0,2	1,1
EB-EP : Secteurs principalement marchands.....	15 471,9	15 499,4	15 530,8	15 556,2	15 617,4	15 662,0	15 690,9	0,2	1,0
EB-EG : Industrie	3 820,8	3 799,8	3 781,5	3 766,2	3 747,9	3 731,2	3 716,4	-0,4	-1,7
EH : Construction.....	1 323,3	1 336,4	1 351,1	1 364,9	1 377,3	1 392,2	1 405,8	1,0	4,1
EJ-EP : Tertiaire principalement marchand.....	10 327,8	10 363,2	10 398,2	10 425,0	10 492,2	10 538,6	10 568,7	0,3	1,6
EQ-ER : Secteurs principalement non-marchands	1 980,0	1 989,1	1 995,5	2 000,6	2 010,6	2 020,0	2 027,4	0,4	1,6

Sources :
Dares,
Insee,
Unédic.

(*) - Champ: ensemble des secteurs principalement marchands (EB-EP) et des entreprises et associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER).



-0,8 %) est marquée et du même ordre de grandeur qu'au troisième trimestre 2006 (-2 100, soit -0,7 %).

La construction, un secteur toujours dynamique

La construction crée sans discontinuité des emplois depuis le début de l'année 2003. Au quatrième trimestre 2006, +13 600 postes sont créés (+1,0 %), après +14 900 postes (+1,1 %) au troisième trimestre 2006. Cette progression est cohérente avec les soldes d'opinion des entrepreneurs, qui anticipaient pour le quatrième trimestre 2006, une hausse des effectifs dans le secteur du bâtiment, comme dans celui des travaux publics [2 ; 3]. Sur un an, +54 700 postes sont créés, après +46 900 en 2005.

Dans le tertiaire principalement marchand, le rythme de croissance de l'emploi ralentit

Dans les secteurs principalement marchands du tertiaire, l'emploi salarié progresse de +0,3 % ce trimestre, soit +30 100 postes, après avoir augmenté de +46 300 postes, soit +0,4 %, au trimestre précédent. Hors intérim, l'emploi du secteur tertiaire principalement marchand progresse de +43 700 postes, après +45 600 au troisième trimestre 2006. Sur l'année, +170 500 postes ont été créés dans le tertiaire principalement marchand, y compris intérim, après +128 100 en 2005.

Dans le commerce, l'augmentation de l'emploi ralentit légèrement : +0,1 % (soit +3 100 postes), après +0,2 % aux trois autres trimestres de l'année 2006. Dans les transports, le rythme de croissance de l'emploi ralentit également au

quatrième trimestre : +300 postes (+0,0 %) ce trimestre, après +3 200 (+0,3 %) le trimestre précédent.

En revanche, dans le secteur des activités financières, la croissance de l'emploi s'accélère : +6 200 emplois (+0,9 %) ont été créés ce trimestre, après +2 000 (+0,3 %) le trimestre précédent. Le secteur des activités immobilières est également très dynamique, avec +4 000 emplois (1,4 %) créés au quatrième trimestre, contre +1 700 (+0,6 %), au trimestre précédent.

Le secteur des services aux entreprises, hors intérim, crée +13 800 emplois (+0,5 %) au quatrième trimestre 2006, après +18 900 emplois, soit +0,7 %, au trimestre précédent. Cette décélération est due principalement à un ralentissement de la création d'emplois dans le sous-secteur services opérationnels hors intérim : +1 300 postes (+0,2 %) au quatrième trimestre, après +8 100 (+1,1 %) au trimestre précédent.

Le secteur des services aux particuliers continue de créer des postes : +16 200 (+0,8 %), après +14 900 (+0,7 %) au trimestre précédent. Pour ce trimestre, cette forte croissance de l'emploi dans ce secteur est conjointement due aux créations de postes dans les sous-secteurs

des hôtels et restaurants (+7 700 postes après +8 200 au troisième trimestre) et des services personnels et domestiques (+7 900 postes après +7 500 au trimestre précédent).

Dans les secteurs principalement non-marchands, l'emploi salarié continue d'augmenter

Dans les secteurs principalement non-marchands, +7 400 postes (+0,4 %) sont créés, après +9 400 (+0,5 %) au troisième trimestre 2006. Cette progression provient du secteur éducation, santé (hors emploi public) dont l'emploi augmente de +0,5 % ce trimestre (soit +7 000 postes), après +0,8 % (soit +11 400) au troisième trimestre 2006. Le secteur administration (hors emploi public) gagne +400 postes (+0,1 %) ce trimestre, après quatre trimestres consécutifs de baisse d'emplois. Sur un an, l'emploi privé dans les secteurs principalement non-marchands progresse de +31 900 postes contre +28 900 en 2005.

Juliette PONCEAU,
Nicolas DE RICCARDIS (Dares).

[1] Insee, Enquête trimestrielle dans l'industrie – janvier 2007, *Informations rapides* n°34 (30 janvier 2007).

[2] Insee, Enquête mensuelle dans le bâtiment – février 2007, *Informations rapides* n°63 (23 février 2007).

[3] Insee, Enquête trimestrielle dans les travaux publics – janvier 2007, *Informations rapides* n°35 (30 janvier 2007).

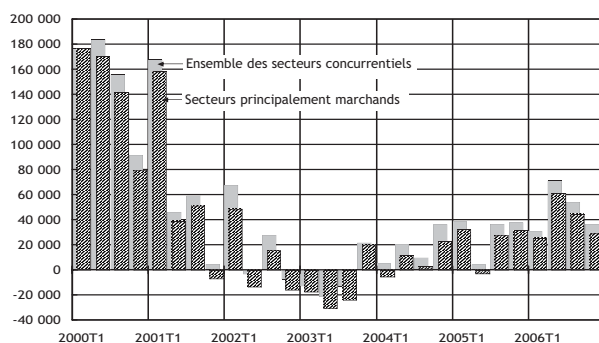
PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont édités par le Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-45, quai André Citroën, 75002 Paris Cedex 15, www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.
Téléphone Publications : 01.44.38.22 (60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23 (12 ou 14) / Télécopie : 01.44.38.24.43
Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétaire de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepesant, Guy Barbut, Thierry Duret.
Conception graphique : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Reprographie : DAGEMO.
Abonnements : La Documentation Française, 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00
www.ladocumentationfrancaise.fr

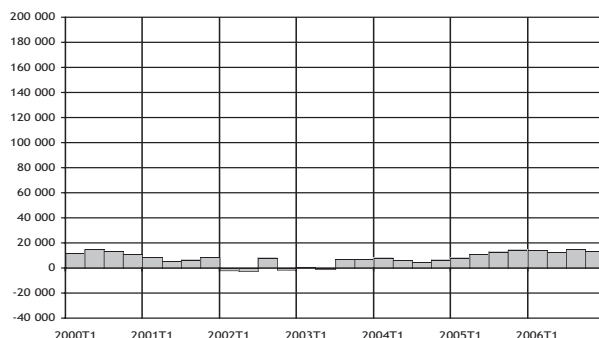
PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES
Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 122 €, CEE (TTC) 129 €, DOM-TOM et RP (HT, avion éco.) : 127,50 €, hors CEE (HT, avion éco.) 131,60 €, supplément avion rapide : 8,05 €. Publicité : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.

Variations trimestrielles des effectifs salariés (valeurs CVS)

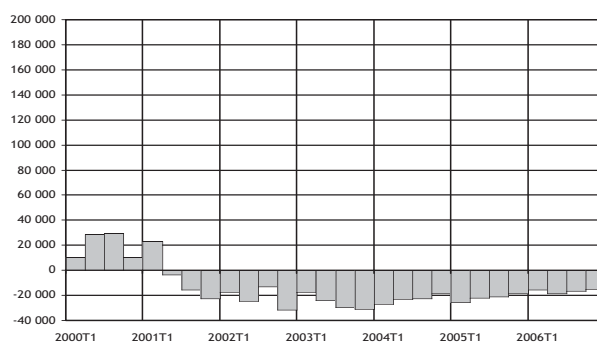
Emploi salarié



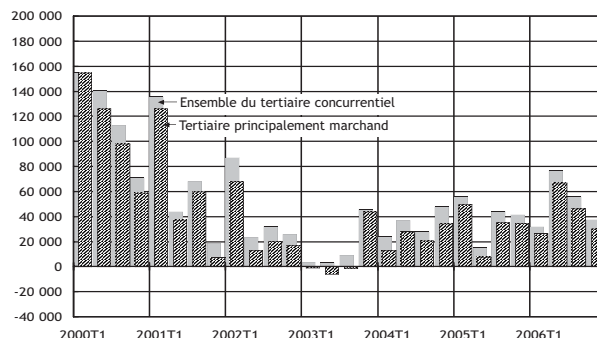
Construction



Industrie



Tertiaire



Sources :
Dares,
Insee,
Unédic.

Note : Le secteur tertiaire concurrentiel recouvre le secteur tertiaire principalement marchand et la partie privée des secteurs principalement non-marchands.

LE CHAMP DES ESTIMATIONS

Pendant de nombreuses années, les estimations trimestrielles d'emploi regroupaient 13 des 16 postes que compte la nomenclature économique de synthèse afférente à la NAF (NES16). Ce champ était composé des **secteurs principalement marchands** (EB-EP). Ces secteurs regroupent les activités les plus sensibles à la conjoncture. A partir de septembre 2006, les estimations trimestrielles d'emplois salariés sont effectuées pour le **secteur « concurrentiel »**. Ce secteur intègre, en plus des secteurs principalement marchands (secteurs EB à EP), la partie privée des **secteurs principalement non-marchands** (secteurs EQ-ER). Il s'agit des entreprises et associations privées des secteurs non-marchands. L'extension de champ permet de couvrir l'emploi privé des secteurs de l'éducation, de la santé, des administrations et des associations (deux millions de salariés), l'emploi public de ces secteurs étant exclu.

À partir des résultats révisés du premier trimestre 2000, les estimations trimestrielles sont également diffusées à un niveau plus détaillé. Ce niveau regroupe l'ensemble des postes que compte la nomenclature économique de synthèse (NES36).

L'ensemble des estimations trimestrielles d'emploi couvre la France métropolitaine.

Variations trimestrielles des effectifs salariés en milliers (1) (2) (valeurs CVS)

Secteurs d'activité en NES	2004				2005				2006				Effectifs en milliers au 31 déc. 2006
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
EB-ER : Ensemble des secteurs concurrentiels	4,8	20,0	9,4	35,8	38,7	4,1	36,7	37,7	30,6	71,1	54,0	36,3	17 718,2
EB-EP : Secteurs principalement marchands	-5,7	11,6	2,7	22,3	32,6	-3,2	27,5	31,4	25,5	61,2	44,6	28,9	15 690,9
EB-EG : Industrie	-27,2	-23,1	-22,7	-18,4	-25,6	-21,9	-21,0	-18,3	-15,3	-18,3	-16,7	-14,9	3 716,4
EB : Industries agricoles et alimentaires	-4,2	-0,6	-4,4	-1,1	-1,1	-3,5	-0,9	-1,3	-0,6	-2,1	-1,8	-1,4	559,0
EC : Industries des biens de consommation	-6,7	-6,2	-4,6	-5,6	-9,8	-5,0	-6,5	-5,3	-2,5	-4,4	-4,3	-3,8	589,0
EC1 : Habillement, cuir	-2,5	-2,2	-2,2	-2,2	-2,4	-2,0	-2,4	-2,0	-1,7	-1,5	-1,0	-0,9	82,1
EC2 : Édition, imprimerie, reproduction	-1,6	-2,0	-0,4	-1,3	-1,4	-0,4	-1,6	-0,7	-1,6	-0,9	-1,1	-1,2	185,7
EC3 : Pharmacie, parfumerie et entretien	-0,3	-0,2	0,2	-0,5	-3,7	-0,1	-0,7	-0,8	2,8	-0,1	-0,2	0,2	150,9
EC4 : Industries des équipements du foyer	-2,4	-1,8	-2,1	-1,5	-2,3	-2,6	-1,8	-1,9	-2,0	-1,7	-2,0	-2,0	170,3
ED : Industrie automobile	-0,1	0,9	1,5	-0,3	-2,1	-0,8	-2,1	-1,6	-2,7	-3,2	-2,1	-2,4	278,9
EE : Industries des biens d'équipement	-5,9	-4,9	-4,0	-3,7	-2,2	-1,5	-2,2	-0,3	-1,1	-1,0	-0,6	-2,3	761,1
EE1 : Construction navale, aéronautique et ferroviaire	-0,9	-0,1	-0,9	-0,4	-0,1	-0,8	-1,1	0,8	-0,3	0,2	0,9	-0,7	139,2
EE2 : Équipements mécaniques	-1,8	-2,6	-2,1	-2,0	-2,3	-0,4	-1,5	-0,3	0,3	0,1	0,7	-1,6	410,1
EE3 : Équipements électriques et électroniques	-3,2	-2,2	-1,1	-1,3	0,2	-0,4	0,4	-0,8	-1,1	-1,2	-2,1	0,0	211,8
EF : Industries des biens intermédiaires	-9,8	-12,4	-11,6	-8,5	-9,9	-10,3	-8,8	-8,9	-8,9	-7,0	-7,0	-4,3	1 295,2
EF1 : Produits minéraux	-0,5	-0,8	-0,8	-1,1	-0,6	-1,0	-0,6	-0,6	-1,2	-0,5	-1,3	-0,7	154,6
EF2 : Textile	-2,5	-2,2	-2,5	-2,1	-2,1	-1,9	-1,9	-1,6	-1,3	-1,6	-0,8	-1,6	75,9
EF3 : Bois et papier	-1,0	-1,4	-1,2	-1,4	-1,1	-1,9	-1,5	-0,6	-2,0	-0,5	-0,8	-0,6	162,5
EF4 : Chimie, caoutchouc, plastiques	-0,5	-1,9	-2,5	-1,3	-2,0	-2,8	-2,1	-2,7	-3,3	-2,4	-2,7	-1,0	317,5
EF5 : Métallurgie et transformation des métaux	-4,4	-4,4	-2,8	-2,7	-3,3	-2,2	-2,3	-2,3	-0,6	-2,0	-0,7	-0,6	406,1
EF6 : Composants électriques et électroniques	-0,9	-1,8	-1,8	0,0	-0,7	-0,6	-0,4	-1,1	-0,6	0,0	-0,7	0,2	178,6
EG : Énergie	-0,5	0,2	0,5	0,9	-0,4	-0,7	-0,5	-0,9	0,5	-0,6	-1,1	-0,7	233,0
EG1 : Production de combustibles et de carburants	-0,7	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,4	-0,1	-0,2	-0,5	-0,3	-0,5	-0,6	27,7
EG2 : Eau, gaz, électricité	0,2	0,3	0,6	1,0	-0,4	-0,4	-0,4	-0,7	1,0	-0,4	-0,5	-0,1	205,3
EH : Construction	8,1	6,2	4,5	6,3	8,2	10,9	13,1	14,7	13,9	12,3	14,9	13,6	1 405,8
EJ-EP : Tertiaire principalement marchand	13,4	28,4	20,9	34,4	50,0	7,8	35,4	34,9	26,9	67,2	46,3	30,1	10 568,7
EJ : Commerce	2,9	1,7	-0,7	1,5	3,0	2,9	5,0	1,5	7,2	5,8	4,9	3,1	3 047,4
EJ1 : Commerce et réparation automobile	-0,5	-2,4	-1,8	0,4	-0,9	-0,4	0,3	-0,9	-0,1	0,1	0,2	0,1	425,5
EJ2 : Commerce de gros	-0,5	-2,3	-2,3	-0,1	1,5	5,1	0,1	0,9	-1,0	-0,8	1,4	1,3	991,5
EJ3 : Commerce de détail, réparations	3,9	6,4	3,5	1,2	2,4	-1,8	4,6	1,5	8,4	6,4	3,3	1,7	1 630,4
EK : Transports	0,1	2,8	-0,6	-2,5	-0,3	-1,7	-3,5	3,8	2,9	1,6	3,2	0,3	1 073,5
EL : Activités financières	-1,8	0,7	5,9	2,5	2,4	0,9	-0,3	2,4	0,3	-0,2	2,0	6,2	733,7
EM : Activités immobilières	-1,4	1,6	1,6	2,8	3,0	0,5	1,2	2,6	0,2	-0,4	1,7	4,0	287,1
EN : Services aux entreprises	7,1	11,8	7,9	18,8	26,0	1,6	22,3	17,6	12,4	44,5	19,6	0,2	3 375,3
EN1 : Postes et télécommunications	-3,4	-2,2	-1,0	-2,3	-1,2	-0,6	-1,3	-0,6	-2,2	-2,1	-1,2	-0,4	504,7
EN2 : Conseils et assistance	7,2	9,0	3,6	11,7	5,5	6,8	8,8	10,7	8,6	11,7	10,2	12,2	1 317,3
EN3 : Services opérationnels	3,1	3,7	4,3	10,5	19,1	-6,3	14,0	6,5	5,3	33,7	8,8	-12,3	1 391,7
dont : intérim	1,2	3,9	1,3	8,0	14,3	-8,5	11,5	4,2	2,2	25,0	0,7	-13,6	616,8
EN4 : Recherche et développement	0,2	1,4	1,0	-1,0	2,6	1,7	0,7	1,0	0,8	1,3	1,8	0,7	161,6
EP : Services aux particuliers	6,5	9,8	6,7	11,2	16,0	3,6	10,7	7,1	3,8	16,0	14,9	16,2	2 051,6
EP1 : Hôtels et restaurants	2,8	3,7	1,4	6,3	7,5	-1,9	3,2	3,9	1,5	4,9	8,2	7,7	853,5
EP2 : Activités récréatives, culturelles et sportives	-1,1	0,4	1,0	0,1	2,8	0,2	1,9	-2,5	-4,1	4,1	-0,8	0,6	351,3
EP3 : Services personnels et domestiques	4,8	5,7	4,3	4,8	5,7	5,3	5,6	5,7	6,4	6,9	7,5	7,9	846,9
EQ-ER : Secteurs principalement non-marchands	10,4	8,4	6,7	13,5	6,1	7,3	9,1	6,4	5,2	9,9	9,4	7,4	2 027,4
EQ : Éducation, santé (hors emploi public)	11,4	11,2	9,1	13,1	8,0	9,0	8,6	8,2	5,9	10,1	11,4	7,0	1 536,1
EQ1 : Éducation	2,2	3,1	0,8	1,0	2,7	1,3	1,5	3,3	-0,2	0,7	3,2	0,9	277,7
EQ2 : Santé, action sociale	9,2	8,1	8,3	12,1	5,3	7,7	7,1	4,9	6,1	9,4	8,2	6,1	1 258,4
ER : Administration (hors emploi public)	-0,9	-2,8	-2,4	0,4	-1,9	-1,7	0,5	-1,8	-0,7	-0,2	-2,0	0,4	491,3
ER1 : Administration	-0,3	-1,5	-1,0	-0,1	-0,9	-1,8	0,6	-1,8	-1,8	-1,2	-4,0	-0,3	227,9
ER2 : Associations	-0,6	-1,3	-1,4	0,5	-0,9	0,1	-0,1	-0,0	1,1	1,0	2,0	0,6	263,3

Sources :
Dares,
Insee,
Unédic.

(1) - Variation des effectifs atteints en fin de trimestre par rapport aux effectifs atteints en fin de période précédente.

(2) - Champ : ensemble des secteurs principalement marchands (EB-EP) et des entreprises et associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER).

Variations des effectifs salariés en pourcentage (1) (2) (valeurs CVS)

	Variations trimestrielles													Variations annuelles			
	2004				2005				2006				2003	2004	2005	2006	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4					
EB-ER : Ensemble des secteurs concurrentiels	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2	-0,2	0,4	0,7	1,1	
EB-EP : Secteurs principalement marchands	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2	-0,3	0,2	0,6	1,0	
EB-EJ : Industrie	-0,7	-0,6	-0,6	-0,5	-0,7	-0,6	-0,6	-0,5	-0,4	-0,5	-0,4	-0,4	-2,5	-2,3	-2,2	-1,7	
EB : Industries agricoles et alimentaires	-0,7	-0,1	-0,8	-0,2	-0,2	-0,6	-0,2	-0,2	-0,1	-0,4	-0,3	-0,3	-0,2	-1,8	-1,2	-1,0	
EC : Industries des biens de consommation	-1,0	-1,0	-0,7	-0,9	-1,6	-0,8	-1,1	-0,9	-0,4	-0,7	-0,7	-0,6	-4,0	-3,5	-4,2	-2,5	
EC1 : Habillement, cuir	-2,3	-2,2	-2,1	-2,3	-2,5	-2,1	-2,6	-2,3	-2,0	-1,8	-1,2	-1,0	-9,7	-8,7	-9,1	-5,9	
EC2 : Édition, imprimerie, reproduction	-0,8	-1,0	-0,2	-0,7	-0,7	-0,2	-0,8	-0,4	-0,8	-0,5	-0,6	-0,6	-3,7	-2,7	-2,1	-2,5	
EC3 : Pharmacie, parfumerie et entretien	-0,2	-0,1	0,1	-0,3	-2,4	-0,1	-0,5	-0,5	1,9	-0,1	-0,1	0,1	1,2	-0,5	-3,4	1,8	
EC4 : Industries des équipements du foyer	-1,2	-0,9	-1,1	-0,8	-1,2	-1,4	-1,0	-1,0	-1,1	-1,0	-1,2	-1,1	-4,7	-4,0	-4,6	-4,4	
ED : Industrie automobile	0,0	0,3	0,5	-0,1	-0,7	-0,3	-0,7	-0,5	-0,9	-1,1	-0,7	-0,8	0,3	0,7	-2,2	-3,6	
EE : Industries des biens d'équipement	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,3	-0,2	-0,3	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,3	-3,0	-2,3	-0,8	-0,6	
EE1 : Construction navale, aéronautique et ferroviaire	-0,7	-0,1	-0,6	-0,3	-0,1	-0,6	-0,8	0,6	-0,2	0,1	0,6	-0,5	-1,4	-1,6	-0,8	0,0	
EE2 : Équipements mécaniques	-0,4	-0,6	-0,5	-0,5	-0,6	-0,1	-0,4	-0,1	0,1	0,0	0,2	-0,4	-2,9	-2,0	-1,1	-0,1	
EE3 : Équipements électriques et électroniques	-1,4	-1,0	-0,5	-0,6	0,1	-0,2	0,2	-0,4	-0,5	-0,6	-1,0	0,0	-4,0	-3,5	-0,3	-2,0	
EF : Industries des biens intermédiaires	-0,7	-0,9	-0,8	-0,6	-0,7	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7	-0,5	-0,5	-0,3	-3,2	-3,0	-2,8	-2,1	
EF1 : Produits minéraux	-0,3	-0,5	-0,5	-0,7	-0,4	-0,6	-0,4	-0,4	-0,8	-0,3	-0,8	-0,5	-2,0	-2,0	-1,8	-2,3	
EF2 : Textile	-2,6	-2,3	-2,7	-2,3	-2,3	-2,2	-2,3	-1,9	-1,6	-2,0	-1,0	-2,0	-7,6	-9,5	-8,5	-6,4	
EF3 : Bois et papier	-0,6	-0,8	-0,7	-0,8	-0,7	-1,1	-0,9	-0,3	-1,2	-0,3	-0,5	-0,4	-1,7	-2,8	-3,0	-2,3	
EF4 : Chimie, caoutchouc, plastiques	-0,2	-0,6	-0,7	-0,4	-0,6	-0,8	-0,6	-0,8	-1,0	-0,8	-0,8	-0,3	-2,1	-1,8	-2,8	-2,9	
EF5 : Métallurgie et transformation des métaux	-1,0	-1,0	-0,7	-0,6	-0,8	-0,5	-0,6	-0,6	-0,2	-0,5	-0,2	-0,1	-3,8	-3,3	-2,4	-1,0	
EF6 : Composants électriques et électroniques	-0,5	-1,0	-1,0	0,0	-0,4	-0,3	-0,2	-0,6	-0,3	0,0	-0,4	0,1	-3,8	-2,4	-1,5	-0,6	
EG : Énergie	-0,2	0,1	0,2	0,4	-0,2	-0,3	-0,2	-0,4	0,2	-0,3	-0,5	-0,3	-1,7	0,4	-1,1	-0,8	
EG1 : Production de combustibles et de carburants	-2,2	-0,3	-0,4	-0,2	0,0	-1,2	-0,4	-0,6	-1,7	-1,0	-1,8	-2,1	-4,1	-3,1	-2,2	-6,5	
EG2 : Eau, gaz, électricité	0,1	0,1	0,3	0,5	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	0,5	-0,2	-0,3	0,0	-1,3	1,0	-0,9	0,0	
EH : Construction	0,6	0,5	0,3	0,5	0,6	0,8	1,0	1,1	1,0	0,9	1,1	1,0	1,1	2,0	3,6	4,1	
EJ-EP : Tertiaire principalement marchand	0,2	0,3	0,2	0,4	0,5	0,1	0,4	0,3	0,3	0,6	0,4	0,3	0,4	1,0	1,2	1,6	
EJ : Commerce	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,2	0,2	0,1	0,7	0,2	0,4	0,7	
EJ1 : Commerce et réparation automobile	-0,1	-0,6	-0,4	0,1	-0,2	-0,1	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,5	-1,0	-0,5	0,1	
EJ2 : Commerce de gros	-0,1	-0,2	-0,2	0,0	0,2	0,5	0,0	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1	-0,2	-0,5	0,8	0,1	
EJ3 : Commerce de détail, réparations	0,2	0,4	0,2	0,1	0,2	-0,1	0,3	0,1	0,5	0,4	0,2	0,1	1,6	0,9	0,4	1,2	
EK : Transports	0,0	0,3	-0,1	-0,2	0,0	-0,2	-0,3	0,4	0,3	0,1	0,3	0,0	-0,2	0,0	-0,2	0,7	
EL : Activités financières	-0,2	0,1	0,8	0,4	0,3	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	0,9	-0,2	1,0	0,7	1,2	
EM : Activités immobilières	-0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	0,2	0,4	0,9	0,1	-0,1	0,6	1,4	1,3	1,7	2,6	1,9	
EN : Services aux entreprises	0,2	0,4	0,2	0,6	0,8	0,0	0,7	0,5	0,4	1,3	0,6	0,0	-0,5	1,4	2,1	2,3	
EN1 : Postes et télécommunications	-0,7	-0,4	-0,2	-0,4	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,4	-0,4	-0,2	-0,1	-2,6	-1,7	-0,7	-1,2	
EN2 : Conseils et assistance	0,6	0,7	0,3	0,9	0,4	0,5	0,7	0,8	0,7	0,9	0,8	0,9	-0,7	2,6	2,6	3,4	
EN3 : Services opérationnels	0,2	0,3	0,3	0,8	1,4	-0,5	1,0	0,5	0,4	2,5	0,6	-0,9	0,4	1,7	2,5	2,6	
dont : Intérim	0,2	0,7	0,2	1,4	2,5	-1,4	2,0	0,7	0,4	4,1	0,7	-2,2	1,1	2,6	3,7	2,4	
EN4 : Recherche et développement	0,2	0,9	0,7	-0,7	1,7	1,1	0,5	0,7	0,5	0,8	1,1	0,5	1,2	1,1	4,0	2,9	
EP : Services aux particuliers	0,3	0,5	0,3	0,6	0,8	0,2	0,5	0,4	0,2	0,8	0,7	0,8	1,6	1,8	1,9	2,5	
EP1 : Hôtels et restaurants	0,3	0,5	0,2	0,8	0,9	-0,2	0,4	0,5	0,2	0,6	1,0	0,9	1,0	1,8	1,6	2,7	
EP2 : Activités récréatives, culturelles et sportives	-0,3	0,1	0,3	0,0	0,8	0,1	0,5	-0,7	-1,2	1,2	-0,2	0,2	-1,3	0,1	0,7	0,0	
EP3 : Services personnels et domestiques	0,6	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	3,7	2,5	2,8	3,5	
EQ-ER : Secteurs principalement non-marchands	0,5	0,4	0,3	0,7	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	1,3	2,0	1,5	1,6	
EQ : Éducation, santé (hors emploi public)	0,8	0,8	0,6	0,9	0,5	0,6	0,6	0,5	0,4	0,7	0,8	0,5	2,5	3,1	2,3	2,3	
EQ1 : Éducation	0,9	1,2	0,3	0,4	1,0	0,5	0,6	1,2	-0,1	0,3	1,2	0,3	0,6	2,8	3,3	1,7	
EQ2 : Santé, action sociale	0,8	0,7	0,7	1,0	0,4	0,6	0,6	0,4	0,5	0,8	0,7	0,5	2,9	3,2	2,1	2,4	
ER : Administration (hors emploi public)	-0,2	-0,6	-0,5	0,1	-0,4	-0,3	0,1	-0,4	-0,1	0,0	-0,4	0,1	-1,8	-1,1	-1,0	-0,5	
ER1 : Administration	-0,1	-0,6	-0,4	0,0	-0,4	-0,8	0,3	-0,8	-0,8	-0,5	-1,7	-0,1	-2,1	-1,2	-1,7	-3,1	
ER2 : Associations	-0,2	-0,5	-0,6	0,2	-0,4	0,0	-0,0	-0,0	0,4	0,4	0,8	0,2	-1,4	-1,1	-0,3	1,8	

Sources :
Dares,
Insee,
Unédic.

(1) - Variation des effectifs atteints en fin de période (trimestrielle ou annuelle) par rapport aux effectifs atteints en fin de période précédente.

(2) - Champ : ensemble des secteurs principalement marchands (EB-EP) et des entreprises et associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER).

NOTE DE MÉTHODE

Pour les années écoulées, l'Insee effectue des estimations annuelles d'emploi par département, région, statut et secteur d'activité à partir de diverses sources, en général exhaustives :

- effectifs des établissements affiliés à l'assurance chômage (Unédic), à l'assurance sociale (Urssaf, Msa),
- effectifs des grandes entreprises nationales,
- missions d'intérim (Dares),
- personnels de la santé et de l'action sociale...

Ces évaluations sont calées sur les résultats des recensements généraux de la population : le dernier calage remonte donc à 1999.

Au fur et à mesure du déroulement de l'année en cours, l'Insee réalise, au niveau national, des estimations trimestrielles fondées sur les estimations annuelles antérieures, à l'aide d'indicateurs adaptés.

Ces indicateurs proviennent, en quasi-totalité, de trois sources :

- l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo) réalisée par la Dares,
- la statistique établie par l'Unédic à partir des réponses des établissements affiliés au régime d'assurance chômage pour les établissements de 10 salariés ou plus,
- la statistique établie par les Urssaf à partir des réponses des établissements versant des cotisations sociales. La source Urssaf est utilisée depuis le 4^{ème} trimestre 1999.

La fiabilité des estimations

Pour les sources Acemo et Unédic, les indicateurs utilisés présentent un biais par rapport aux estimations annuelles. En effet, ils ne tiennent pas compte des mouvements d'emploi dans les établissements qui viennent de se créer. Par ailleurs, les sources Acemo et Unédic portent sur les établissements de 10 salariés et plus. Une correction de biais est alors nécessaire : elle est obtenue, pour chaque secteur d'activité (en NES16 et NES36), par un étalonnage de l'indicateur sur les estimations annuelles passées, ou par recours à des modèles mixtes : les sources Acemo et Unédic pour les établissements de 10 salariés ou plus, et la source Urssaf pour les établissements de moins de 10 salariés.

Plusieurs estimations trimestrielles successives

Au début de chaque année, l'Insee actualise ces procédures d'estimation, qui s'appliquent de manière invariante aux estimations de quatre trimestres consécutifs. L'indicateur utilisé pour l'emploi intérimaire est une moyenne du nombre de missions d'intérim en cours chaque jour, sur les cinq derniers jours ouvrés du trimestre. Cet indicateur est élaboré par la Dares à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à l'Unédic. Il tient compte de la démographie de ces entreprises. Les estimations au niveau détaillé (NES36) sont calées sur le total agrégé correspondant (NES16). De plus, les séries sont corrigées des variations saisonnières.

Pour un même trimestre, plusieurs estimations successives sont effectuées. Au deuxième mois suivant la fin du trimestre, une estimation « provisoire » s'appuie sur un premier traitement de l'enquête Acemo, seule source disponible. Les estimations « provisoires », plus fragiles, ne sont publiées qu'au niveau des grands regroupements sectoriels : industrie, construction, tertiaire et ensemble des secteurs EB à EP.

Au troisième mois suivant la fin du trimestre, une nouvelle estimation est réalisée à partir d'une exploitation plus complète de l'enquête Acemo et des statistiques trimestrielles Unédic et Urssaf. Enfin, lorsque l'on dispose de nouvelles estimations annuelles, un ajustement des résultats trimestriels est effectué.

Les séries révisées présentées ici intègrent la dernière statistique annuelle de l'Unédic disponible (définitive pour 2003 et provisoire pour 2004 et 2005), ainsi que des sources complémentaires.